

Publié le 3 janvier 2023

« Refroidissement » de l'activité économique selon l'Insee

Dans une conjoncture économique internationale toujours marquée par l'addition de plusieurs crises, sanitaire, géopolitique et énergétique, l'activité économique française n'avait montré jusque-là que des signes d'essoufflement. Elle devrait cette fois-ci refluer au quatrième trimestre de l'année 2022 ou au premier trimestre de l'année 2023 selon les prévisions, sans que le pays n'entre en récession.



Le dernier point de conjoncture publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) anticipe un recul de 0,2 % de l'activité économique française au quatrième trimestre de l'année. L'exercice annuel se caractériserait finalement par une progression de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB), après une baisse de 7,9 % en 2020 puis une hausse de 6,8 % en 2021. En 2023, l'économie française « tournera à très petite vitesse » avant de redémarrer en 2024.

Une croissance de l'activité économique nationale de 2,5 % en 2022

Dans son dernier point de conjoncture du 15 décembre 2022, l'Insee a révisé ses prévisions de croissance. Le produit intérieur brut serait en baisse de 0,2 % au quatrième trimestre, aboutissant à une hausse du volume d'activité nationale de 2,5 % sur l'ensemble de l'année. L'activité économique a été finalement pénalisée au cours des trois derniers mois par une baisse des dépenses de consommation des ménages (- 0,7 %) et par les mauvais résultats enregistrés dans la branche de l'industrie (- 2,1 %). Les épisodes de grèves dans le domaine de la cokéfaction et de la raffinerie, ainsi que les difficultés de production ayant touché le parc nucléaire ont occasionné des dommages considérables dans des sous-secteurs bien identifiés.

Lire aussi

Perspectives économiques : les mauvais signaux se multiplient

Si la hausse des prix de l'énergie est handicapante, les Entreprises publiques locales (Epl), concentrées principalement dans les branches de la construction et des services marchands, seraient moins concernées par ce reflux, y compris celles intervenant dans les industries extractives, l'énergie, l'eau et la gestion des déchets.

Une croissance ralentie en 2023 avant une légère accélération en 2024

L'économie française ne devrait toutefois pas entrer en récession. L'organisme chargé de la production, de l'analyse et de la publication des statistiques officielles table sur une croissance limitée – mais croissance tout de même – au cours des premiers mois de l'année 2023. Le produit intérieur brut croîtrait de 0,1 % au premier, puis de 0,3 % au deuxième trimestre, porté par un rebond de l'activité dans l'industrie (+ 0,4 %, puis + 0,6 %) et par le maintien de la croissance dans les services marchands (+ 0,1 %, puis + 0,4 %).

Dans ses [projections macroéconomiques 2022-2025](#), les prévisions de la Banque de France sont similaires malgré un décalage de temporalité. Selon la banque centrale, l'activité économique nationale pourrait progresser de 0,3 %, et même de 0,8 % dans le cas où les tensions géopolitiques s'apaiseraient, entraînant un desserrement des contraintes d'approvisionnement en gaz et une baisse plus rapide des prix de l'énergie. Des scénarios que [le Fonds Monétaire International](#) (+ 0,7 %) et que le gouvernement soutiennent (+ 1,0 %) dans leurs anticipations respectives. En 2024, l'économie française renouerait avec sa croissance potentielle (+ 1,2 %), avant d'atteindre 1,8 % en 2025. Mais ces hypothèses sont conditionnées à de nombreux aléas.

[En savoir +](#)